

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité – 31 mai 2015

1. Panthéonisation : un exercice réussi

- **69% des Français disent avoir « entendu parler » du discours du Président au Panthéon**, et 22% en ont vu des images.
 - **62% de ceux qui en ont entendu parler ont jugé le discours « réussi »**, de même que 81% des électeurs de 2012 (dont près d'un tiers l'a jugé « très réussi »). Même les sympathisants de droite sont partagés : 51% l'ont jugé réussi.
 - **Le Président a « bien incarné la fonction présidentielle » pour 65% de ceux qui en ont entendu parler**, 84% de ses électeurs de 2012 et 53% des sympathisants de droite - soit un score élevé comparé aux mesures de trait d'image, et une reconnaissance rare de la droite.
- *Sur le moment, les Français ont été sensibles à cet exercice (et moins critiques que la presse). La volonté d'apaisement, de retrouver une certaine fierté, et la recherche de moments de concorde nationale perdurent bien au delà du 11 janvier.*

Ce discours peut constituer une « trace » mémorielle, dans la continuité de l'image renvoyée en janvier, qui réactivée par d'autres gestes peut permettre de conforter ce volet de l'image présidentielle et éviter « l'effet parenthèse » des souvenirs très positifs de janvier.

2. AP-HP : une explication à poursuivre

Le mouvement de grève des agents hospitaliers contre la réforme des 35h à l'hôpital est **compris par 87% des Français, et soutenu par 82% d'entre eux** (avec des clivages partisans très faibles).

C'est le signe que nous n'avons pas su montrer que le projet visait à conforter l'organisation et le financement de l'hôpital donc à le préserver ; et non à fragiliser ses personnels et son organisation donc à remettre en cause la qualité de service offerte aux patients.

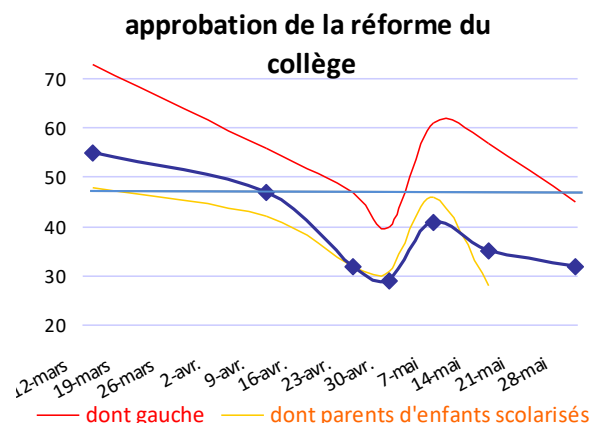
- *Les Français restent très attachés à leur hôpital public, tout en voyant bien qu'il doit aussi évoluer. Mais les personnels soignants sont vus comme les premiers garants de cet hôpital. L'opinion ne peut donc que les soutenir lorsqu'ils disent se mettre en grève pour défendre l'hôpital.*

L'essentiel sera de ne pas laisser s'installer, dans les jours à venir, un débat sur « qui sont les défenseurs de l'hôpital » (auquel cas le gouvernement serait perdant face au personnel soignant) ; mais montrer que l'objectif est parfaitement partagé, chacun étant dans sa responsabilité : le gouvernement veille à pérenniser le financement pour préserver le modèle, c'est son rôle ; les personnels défendent leurs conditions de travail, c'est bien normal et nous y sommes très attentifs.

3. Réforme du collège : des opinions désormais fixées, un jugement dans l'ensemble négatif

- Avec l'acmé puis l'épuisement des débats, la notoriété de la réforme du collège a fait un bond (78%, +15 points en 15 jours), et les idées semblent désormais bien fixées : près de 4 Français sur 10 disent avoir maintenant une connaissance précise de la réforme.
- Il en restera un jugement dans l'ensemble négatif : **66% des Français pensent que cette réforme va « dans le mauvais sens »** (+7 points par rapport à la dernière mesure il y a 15 jours).

La droite y est toujours hostile (23% d'approbation) ; la gauche se stabilise sur une position divisée : 45% des sympathisants de l'ensemble de la gauche et 53% des sympathisants PS soutiennent cette réforme (-12 points).



➤ Même s'il est encore un peu tôt pour un retour d'expérience complet, il est sans doute possible de tirer quelques enseignements de cette séquence. En particulier :

- il apparaît essentiel d'être les premiers à poser les termes du débat (donc le « cadre cognitif » et le système de valeurs attachés à la réforme qu'entend l'opinion). En l'espèce, une fois que le débat fut posé dans des termes piégeux pour nous (égalitarisme vs. excellence), il n'a plus été possible de le défaire et le match était plié.

Nous pourrions notamment, pour cela, davantage utiliser le nom des réformes : l'alternative égalitarisme/excellence aurait peut-être eu plus du mal à prendre contre un décret que l'on aurait nous même nommée « pour l'excellence au collège ».

- dans ce cadrage du débat, les faits (classement PISA, ...) et les principes non contestés (la justice, l'égalité), ne suffisent pas. Il faut y rajouter une dimension aspirationnelle, ressort puissant des mécanismes d'opinion. En l'espèce, l'excellence a pris autant d'importance non parce qu'elle était une valeur à défendre en soi, mais car elle portait le rêve des classes populaires d'accéder à l'élite.

Nous pourrions davantage travailler sur les dimensions aspirationnelles de nos politiques, qui souvent n'en manquent pas mais sont peu mises en avant (montrer en quoi elles participent à la réalisation du « rêve français » et de la « promesse républicaine » de la campagne).

- dans la réfutation de faits erronés, la pédagogie ne marche que peu ou pas. Malgré une très bonne communication sur plusieurs semaines, les clichés perdurent (on retrouve encore beaucoup de verbatims croyant à la suppression du latin ou de l'apprentissage des Lumières). On ne peut pas dire que les Français n'aient pas entendu ces réfutations : mais ils semblent ne pas y croire. Signe sans doute de la faible crédibilité de la parole politique.

En plus de la pédagogie objective et factuelle, nous pourrions peut-être chercher du côté des « contre-symboles » pour ébranler les perceptions et faire douter les croyances.

- enfin, l'activation des clivages politiques ne fait bouger les opinions que de manière très transitoire. Elle peut temporairement mobiliser mais ne convainc pas, donc ne dure pas (ce que montre nettement l'évolution des sympathisants de gauche - cf. graph.). Les Français se méfient trop des jeux politiques (surtout sur des sujets aussi importants que l'avenir des enfants) pour qu'un enjeu de clivage emporte le débat.

4. Compte pénibilité : pas de polémique pour le moment.

- **7 Français sur 10 disent avoir « entendu parler » du compte pénibilité mis en place en 2013, mais 29% seulement disent bien voir de quoi il s'agit** – soit un taux finalement assez faible pour une mesure dont le concept est assez simple et qui concerne directement chacun.
- *Les sympathisants de gauche ne sont pas beaucoup plus nombreux à bien cerner la mesure (31%). Il y a encore de l'explication et de l'illustration à mener pour en faire un « marqueur » du quinquennat. Sans doute pourrait-on mieux illustrer notamment les gains concrets attendus pour les salariés concernés.*
- **60% des Français disent ne pas pouvoir se prononcer sur l'annonce du PM de simplifier le compte pénibilité tout en différent sa mise en application de 6 mois.** Manifestement, la proposition a été peu entendue.
- **Elle ne fait d'ailleurs pas particulièrement bondir** : parmi ceux qui réagissent à l'intitulé (précis) de la question, 22% pensent que cela va dans le bon sens (37% des sympathisants PS), 18% dans le mauvais sens (5% des sympathisants PS).

De même, **55% des Français ne croient pas que le gouvernement ait cédé aux entreprises.** Il n'y a que les sympathisants de la gauche radicale, et encore à une très courte majorité (52%) pour le penser. Ces résultats sont cependant à interpréter avec précaution : de nombreux Français sont sensibles aux difficultés des petits patrons, et pourraient considérer que nous ne leur avons pas suffisamment simplifié la vie.

1. Prélèvement à la source : un a priori toujours positif, mais des doutes sur la volonté réelle du gouvernement

- **59% des Français se disent favorables au prélèvement à la source de l'IR, dont 62% des sympathisants de gauche et 67% des électeurs de F. Hollande en 2012.** Soit une proportion stable par rapport à mars 2014. Chose rare, tous les électorats y sont d'ailleurs favorables, y compris celui de M. Le Pen (à 51%).

A noter que si les CSP+ y sont très favorables (71%), les CSP- sont plus divisées (50% - dont un certain nombre qui ne le paient pas, mais pourraient craindre de le payer).

- **56% pensent que cela va permettre de faire des économies de fonctionnement et de diminuer les fraudes.** A l'inverse, **les objections souvent mises en avant prennent peu** : 42% sont réticents à ce que l'employeur connaisse les informations financières et personnelles sur ses salariés (sans clivage partisan notable).
- **Mais la volonté réelle du gouvernement est mise en doute** : 56% des Français, et 50% des sympathisants de gauche (y compris 48% des sympathisants PS) ne pensent pas que le gouvernement mènera ce projet jusqu'au bout.

Au-delà de la défiance dont toute action politique fait l'objet *a priori*, les derniers propos contradictoires au sein même du gouvernement ont sans doute été entendus. En outre, ce n'est pas parce que les Français doutent aujourd'hui que nous le ferons qu'ils ne considéreront pas un abandon simple de cette proposition comme un « reniement » (ou une preuve que nous avons menti).

2. Réformes économiques et sociales

- **48% des Français pensent que le PM est en mesure de mener à bien des réformes économiques et sociales**, dont 57% des sympathisants PS et 43% à l'UMP. L'issue du congrès a sans doute rassuré certains, qui voyaient il y a quelques semaines « l'isolement » du PM à gauche comme un danger.

L'amélioration des indicateurs économiques (+7 points d'optimisme pour l'avenir de la société française dans le dernier baromètre CSA, dont +12 à gauche, et +11 points d'optimisme pour son avenir personnel - des niveaux plus atteints depuis 2013) ne doit pas inviter à l'immobilisme, au contraire : le regain d'optimisme se nourrit précisément de la perception d'une volonté réformatrice.

C'est en outre le seul moyen de lier « action gouvernementale » et « amélioration de la situation », pour l'instant encore largement dissociés.

Adrien ABECASSIS